

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

23 JANVIER 2014

Proposition de loi interdisant les armes nucléaires en Belgique

(déposée par M. Benoit Hellings et
Mme Mieke Vogels)

DÉVELOPPEMENTS

Lors du Conseil de l'Atlantique Nord de 1957, la Belgique a adhéré au concept stratégique de l'OTAN, qui consistait en une dissuasion basée sur les capacités conventionnelle et nucléaire. Dans le cadre de cette stratégie, les États-Unis ont déployé en Europe, au cours de la Guerre froide, des bombes nucléaires tactiques B-61, mises à la disposition de l'OTAN afin d'empêcher l'Union soviétique d'attaquer l'Europe occidentale.

Cette menace a disparu lorsque l'Union soviétique s'est désintégrée au début des années nonante. Mais en 1991, alors que la Guerre froide est terminée, l'OTAN s'accroche à sa capacité nucléaire. Aux États-Unis, un nombre sans cesse croissant de militaires de haut rang et de dirigeants soulignent pourtant que le déploiement de ces armes nucléaires tactiques en Europe n'a aucune utilité militaire. La sécurité de l'OTAN peut être garantie même sans armes nucléaires tactiques. Le *Nuclear Posture Review Report* d'avril 2010 reconnaît que le risque d'attaque nucléaire contre des membres de l'OTAN a atteint un niveau historiquement bas.

Si les armes n'ont plus d'utilité militaire, elles n'ont plus d'utilité politique non plus. Il existe des manières plus pertinentes d'exprimer la solidarité transatlantique.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2013-2014

23 JANUARI 2014

Wetsvoorstel betreffende het verbod op kernwapens in België

(ingediend door de heer Benoit Hellings en
mevrouw Mieke Vogels)

TOELICHTING

Tijdens de Noord-Atlantische Raad van 1957 heeft België zich akkoord verklaard met het strategische concept van de NAVO waarbij de afschrikking gebaseerd is op conventionele en nucleaire capaciteiten. In het kader van deze strategie hebben de Verenigde Staten tijdens de Koude Oorlog B-61 tactische kernbommen in Europa geïnstalleerd en ter beschikking gesteld van de NAVO om te voorkomen dat de Sovjet-Unie West-Europa zou aanvallen.

Die dreiging verdween toen de Sovjet-Unie in het begin van de jaren negentig desintegreerde. Maar ook na het einde van de Koude Oorlog in 1991 houdt de NAVO nog vast aan haar nucleaire capaciteit. Steeds meer hoge militairen in de VS en gezagsdragers benadrukken dat de opstelling van deze tactische kernwapens in Europa geen militair nut meer heeft. Ook zonder tactische kernwapens kan de beveiliging van de NAVO gegarandeerd worden. De *Nuclear Posture Review Report* van april 2010 erkent dat het risico van een nucleaire aanval tegen leden van de NAVO op een historisch laagtepunt zit.

Als wapens geen militair nut meer hebben, hebben ze ook geen politiek nut meer. Er bestaan relevantere manieren om de transatlantische solidariteit uit te drukken.

Les anciens chefs et membres de gouvernement Willy Claes, Jean-Luc Dehaene, Louis Michel et Guy Verhofstadt ont écrit à ce sujet (1) : « *Leur intérêt politique résiduel — comme symbole du lien transatlantique — est largement insuffisant pour justifier leur présence, sachant que cette présence continue de signifier pour le reste du monde que ces armes nucléaires sont une « nécessité ».* En poursuivant cette politique, nous stimulons indirectement la prolifération et nous minons la sécurité de notre pays, ce qui est contraire à nos objectifs. » (traduction)

En outre, la Russie a retiré ses armes nucléaires tactiques du territoire des anciens États satellites de l'URSS. Les États-Unis sont le seul État doté de l'arme nucléaire qui a encore des armes nucléaires stationnées sur le territoire d'autres pays.

Les armes nucléaires tactiques constituent également une cible particulièrement vulnérable pour les terroristes. Cette menace a fait l'objet du « *2012 Nuclear Security Summit* » à Séoul. Dans notre pays, Kleine Brogel a été visé par Nizar Trabelsi, qui avait des liens avec al-Qaeda.

Un accident n'est pas non plus à exclure, comme en témoigne celui qui s'est produit lors du transport de bombes au-dessus de Palomares en Espagne le 17 janvier 1966. Il est ressorti du *Blue Ribbon Report* de 2008 de l'*US Air Force* que la plupart des sites européens où étaient stationnées des armes nucléaires ne satisfaisaient pas aux exigences de sécurité du département américain de la Défense. C'est dans le cadre de ces constatations que le général Roger Brady, commandant de l'*US Air Force* en Europe, a visité la base de Kleine Brogel le 11 juin 2008.

Les armes nucléaires tactiques sont également onéreuses. Le coût du remplacement des bombes nucléaires tactiques B-61 est estimé à plus de 10 milliards de dollars. Mais les avions de chasse belges doivent également être adaptés pour pouvoir assurer la mission nucléaire et transporter et larguer les nouvelles armes nucléaires B-61.

Les armes nucléaires sont immorales. Il s'agit, par définition, d'armes de destruction massive, au même titre que les armes chimiques et biologiques, dès lors que ces armes ne font aucune distinction entre les civils et les militaires. Il n'est dès lors que logique que ces armes soient interdites par la loi.

Daarover schreven (1) voormalige regeringsleiders en regeringsleden Willy Claes, Jean-Luc Dehaene, Louis Michel en Guy Verhofstadt : « *Het resterende politiek nut — als symbool voor de trans-Atlantische band — is in ruime mate onvoldoende als argument om ze te behouden, wetende dat we hierdoor het signaal aan de rest van de wereld blijven geven dat kernwapens « nodig » zijn. Hierdoor stimuleren we immers indirect proliferatie, en ondermijnen we de veiligheid van ons land, net het tegenovergestelde van wat we willen bereiken.* »

Bovendien heeft Rusland haar tactische kernwapens verwijderd van het grondgebied van de voormalige USSR satellietstaten. De Verenigde Staten (VS) zijn de enige kernwapenstaat die nog kernwapens op andermans grondgebied heeft gestationeerd.

Tactische kernwapens zijn ook een bijzonder kwetsbaar doelwit voor terroristen. Deze dreiging was het onderwerp van de « *2012 Nuclear Security Summit* » in Seoul. In eigen land werd Kleine Brogel geïdentificeerd door Nizar Trabelsi, die banden had met al-Qaeda.

Maar ook een ongeluk valt niet uit te sluiten zoals bleek bij het transport van de bommen boven Palomares in Spanje op 17 januari 1966. Uit het *Blue Ribbon Report* uit 2008 van de *US Air Force* bleek dat de meeste sites waar nucleaire wapens in Europa gestationeerd werden, niet voldeden aan de veiligheidsvereisten van het Amerikaanse departement voor Defensie. In het raam van deze vaststellingen bezocht generaal Roger Brady, commandant van de *US Air Force* in Europa, op 11 juni 2008 de basis in Kleine Brogel.

De tactische kernwapens zijn ook duur. De vervanging van de B-61 tactische kernbommen wordt geschat op meer dan 10 miljard dollar. Maar ook de Belgische jachtvliegtuigen moeten aangepast zijn om de kernwapentaak te kunnen uitvoeren en de nieuwe B-61 kernwapens te vervoeren en te droppen.

Kernwapens zijn immoreel. Het zijn per definitie massavernietigingswapens, net als chemische en biologische wapens, omdat ze geen onderscheid kunnen maken tussen burgers en militairen. Het is dan ook de logica zelf dat ze bij wet verboden worden.

(1) Lettre ouverte « Naar een wereld zonder kernwapens », *Het Nieuwsblad*, 19 février 2010.

(1) Open Brief « Naar een wereld zonder kernwapens », *Het Nieuwsblad*, 19 februari 2010.

La non-prolifération des armes occupe une place importante dans la politique étrangère de la Belgique. Notre pays a déjà joué un rôle de pionnier dans le bannissement des mines antipersonnel (1995), des armes à sous-munitions (2006) et des armes à uranium appauvri (2009). Ces choix de désarmement constituent l'« ADN » de la politique étrangère de la Belgique. Compte tenu des risques que les armes nucléaires tactiques présentent à l'égard de la prolifération des armes nucléaires, il est dans l'intérêt de la Belgique que les armes de destruction massive soient éloignées du territoire belge.

À l'heure actuelle, il n'y a pas de consensus au sein de l'OTAN sur l'abandon de la capacité de dissuasion nucléaire. En 2001, les États-Unis ont déjà retiré leurs armes nucléaires tactiques d'Araxos (Grèce), à la demande de la Grèce, le A-7 Corsair y ayant été retiré du service. Les F-16 grecs ne sont pas adaptés pour effectuer des missions nucléaires. Entre 2005 et 2007, les États-Unis ont fait de même avec les armes nucléaires tactiques sur les bases aériennes de Ramstein en Allemagne et de Lakenheath au Royaume-Uni.

En tant que pays d'accueil, la Belgique a conclu plusieurs accords nucléaires (secrets) avec les États-Unis à propos de ces armes nucléaires tactiques, y compris au sujet de leur stationnement sur notre territoire, de leur sécurité, de leur sécurisation et de la répartition des coûts.

Jusqu'à présent, le Parlement belge n'est pas parvenu à dénucléariser notre pays par la voie de résolutions. La position officielle de nos gouvernements est qu'ils ne confirment, ni ne démentent quoi que ce soit à ce sujet.

Par conséquent, certaines décisions relatives à la sécurité internationale et à certaines armes de destruction massive sont prises en dehors du périmètre démocratique, et le processus décisionnel concernant la prolongation et le renouvellement des armes nucléaires échappe au contrôle démocratique.

Aussi déposons-nous la présente proposition de loi visant à interdire le stationnement d'armes nucléaires en Belgique. Le gouvernement fédéral sera dès lors contraint — ce qui n'est pas vrai après l'adoption d'une proposition de résolution — de mettre fin à tous les accords (secrets) qu'il a conclus à ce sujet avec d'autres pays.

Benoit HELLINGS.
Mieke VOGELS.

Non-prolifération van wapens speelt een belangrijke rol in het Belgisch buitenlands beleid. Eerder heeft ons land al een voortrekkersrol gespeeld om antipersoonsmijnen (1995), clustermunitie (2006) en munitie met verarmd uranium (2009) te bannen. Die ontwapeningskeuzes vormen het « DNA » van het Belgische buitenlands beleid. Gezien het risico dat tactische kernwapens in zich dragen voor verdere proliferatie van kernwapens, is het in ons nationaal belang dat massavernietigingswapens van de Belgische bodem verdwijnen.

Momenteel bestaat er binnen de NAVO geen consensus om af te zien van een nucleaire afschrikkingscapaciteit. In 2001 verwijderden de VS al hun tactische kernwapens uit Araxos (Griekenland) op verzoek van Griekenland, dat de A-7 Corsair uit dienst nam. De Griekse F-16's zijn niet aangepast om nucleaire taken uit te voeren. Tussen 2005 en 2007 deden de VS hetzelfde met de tactische kernwapens op de luchtmachtbasis van Ramstein in Duitsland en Lakenheath in het Verenigd Koninkrijk.

België heeft als gastland verschillende (geheime) nucleaire akkoorden gesloten met de Verenigde Staten over deze tactische kernwapens met inbegrip van de stationering ervan op ons grondgebied, de veiligheid, beveiliging en de verdeling van de kosten.

Momenteel is het Belgische Parlement er via resoluties niet in geslaagd om het land kernwapenvrij te maken. De officiële houding van de regeringen is er een van bevestigen noch ontkennen.

Daardoor komen beslissingen over internationale veiligheid en massavernietigingswapens buiten de perimenter van de democratie te liggen en ontsnapt de besluitvorming over de verlenging en vernieuwing van de kernwapens aan de democratische controle.

Daarom een wetsvoorstel om het stationeren van kernwapens in ons land te verbieden. Hierdoor is de federale regering verplicht — wat bij een voorstel van resolutie niet het geval is — om alle (geheime) akkoorden die zij daarover met andere landen gesloten heeft, te beëindigen.

PROPOSITION DE LOIArticle 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Le stationnement d'armes nucléaires en Belgique est interdit.

Art. 3

La loi du 11 avril 1962 autorisant le passage et le séjour en Belgique des troupes des pays liés à la Belgique par le Traité de l'Atlantique Nord est complété par un article 2 rédigé comme suit :

« Art. 2. L'article 1^{er} n'autorise pas le stationnement, le maniement ou le transport d'armes nucléaires. »

Art. 4

La présente loi entre en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

15 janvier 2014.

Benoit HELLINGS.
Mieke VOGELS.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

De stationering van kernwapens in België is verboden.

Art. 3

De wet van 11 april 1962 die de doortocht en het verblijf in België toelaat van de troepen van de met België door het Noord-Atlantisch Verdrag verbonden landen, wordt aangevuld met een artikel 2, luidende :

« Art. 2. Artikel 1 houdt geen machtiging in tot stationering, bediening of transport van kernwapens. »

Art. 4

Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

15 januari 2014.